

Champs-sur-Marne
6 boulevard Archimede
77420 Champs-sur-Marne

Tél : 06 77 66 59 05
Mél : kally.elhadjmahmout@bureauveritas.com

N° affaire : 26768740/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :
Opération : 77/SEINE PORT/CONST HANGAR
-
77240 SEINE PORT

Destinataire :
SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES
JEROME POULLISSARD
139 RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
04/06/2025	Rev0		Kally EL HADJ MAHMOUT ✖

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	10
1.1. Présentation du projet	10
1.1.1. Objet de l'opération	10
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	10
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	10
1.1.4. Démarche environnementale	10
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	11
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	11
1.2. Présentation des intervenants	11
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	12
2.1. Principe des séquences d'interventions	12
2.2. Inspections Communes	12
2.3. PPSPS	12
2.3.1. Pénalités	13
2.4. Sous-traitance	13
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	13
2.4.2. Transmission du PGC	14
2.4.3. Obligation du sous-traitant	14
2.5. Intérimaires	14
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	14
2.7. Travailleurs indépendants	14
2.8. Protections individuelles	14
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	14
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	15
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	16
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	16
3.2. Emprise de chantier	17
3.2.1. Clôture et portail	17
3.2.2. Accès	17
3.2.3. Circulations	17
3.2.4. Signalisation	18
3.2.5. Stationnements	18
3.2.6. Stockage	18
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	18
3.2.8. Cantonnements et entretien	20
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	22
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	22
3.3.2. Plan d'installation de chantier	22
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	23
4. MESURES DE COORDINATION SPS	25
4.1. Définition des séquences d'interventions	25
4.2. Analyse de risques	29
4.3. Co-activités et protections collectives	43
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	43
4.3.2. Déplacement de protection collective	44
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	44
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	44
4.4. Equipement de levage	45
4.4.1. Autorisation de survol	45
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	45
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	45

4.5.1. Approvisionnements et stockage	45
4.5.2. Travaux superposés	45
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	45
4.5.4. Protection contre le bruit	46
4.5.5. Protection contre l'incendie	46
4.5.6. Travaux en hauteur	46
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	47
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	47
4.6. Moyens communs	48
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	48
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	48
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	48
4.6.4. Protection des accès – Auvents	48
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	48
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	50
5.1. Stockages sur le chantier	50
5.2. Nettoyage	50
5.3. Enlèvement des déchets	50
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	50
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	51
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	51
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	52
6.1. Déclarations particulières	52
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	52
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	52
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	53
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	53
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	53
6.7. Locaux témoins	53
7. ORGANISATION DES SECOURS	54
7.1. Téléphone de secours	54
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	54
7.3. Travail isolé	54
7.4. Procédure d'organisation des secours	54
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	54
7.6. Point de rencontre secours	54
7.7. Modèle de fiche de secours	55
ANNEXES AU P.G.C.	56

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Documents , fournis par la Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'oeuvre.

- CCTP - CTM - HANGAR LOGISTIQUE

- PROJET_HANGAR-LOGISTIQUE_CTM-A0_MISE EN PLAN

- ANNEXE contrat sensible

Points de vigilance:

Identification des intervenants

- Carte BTP, d'identification professionnelle, tout intervenant devra être porteur de la carte BTP

Les fondamentaux

- > Respecter les principes généraux de prévention.

- > Voir le PGC en § : "0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION" Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

Planifier la prévention

- Planifier la prévention en concertation avec les autres intervenants et adapter le calendrier des interventions avec la MOE pour prévenir des risques liés aux activités successives ou simultanées entre les entreprises.

Propreté, nettoyage

- Nettoyage quotidien du chantier, évacuation des gravats

Protections Individuelles

- Port des EPI, Équipements de Protections Individuelles chaussures de sécurité, casque, lunettes, vêtements de travail manches longues, Vêtement haute visibilité, complétés par ceux qui sont spécifiques aux métiers, aux travaux, à l'environnement des interventions et aux produits mis en œuvre. Les EPI sont à la charge de l'Entreprise.

Produits dangereux

- Produits « dangereux », l'entreprise tiendra à jour la liste et les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre. Elle veillera à mettre en place les moyens de prévention contre les risques adaptés. Les FDS seront jointes au PPSPS. Dans le cas de mise en œuvre de produit dangereux, l'entreprise devra veiller à informer le maître d'œuvre dans le but d'ordonnancer ses travaux en interdisant son intervention en superposition avec les autres entreprises.

L'entreprise veillera à mettre à la disposition de ses salariés les moyens de prévention adaptés contre les

risques, conformément aux mesures figurant dans les fiches de données de sécurité, recommandation des organismes de prévention, ses propres évaluations des risques...

Premiers soins, Premiers secours, disposition prises pour l'évacuer un salarié

- Trousse de premier secours, l'entreprise tiendra à la disposition des salariés une trousse de premier secours à jour.
- Affecter un SST en nombre suffisant et compatible avec l'effectif.
- Préciser les dispositions prises pour évacuer un intervenant en cas d'accident.
- Donner les consignes et instructions appropriées et conduite à tenir en cas d'accident.

Risques d'incendie

- Travaux par points chauds :

L'entreprise mettra à la disposition de ses salariés effectuant les travaux par points chauds le moyen de prévention contre les risques d'incendie. Les extincteurs adaptés devront être à portée de main.

L'entreprise s'assurera de la formation de ses salariés au maniement des extincteurs et d'une surveillance d'au moins 2h pour lever le doute d'incendie en fin de poste de travail.

Elévation du personnel

- Mutualisation des moyens d'accès et de prévention contre les risques de chute. Les travaux et interventions en élévation, devront être organisés et ordonnancés de sorte que les entreprises disposent de moyens de prévention contre les risques de chute efficaces et adaptés aux travaux réalisés.

Elévation des charges

- Mutualisation des moyens de manutention et prévention des risques liés à la manutention.

Les entreprises veilleront à mécaniser les opérations de manutention pour réduire les risques de troubles musculosquelettiques et la pénibilité.

Les mises à disposition des moyens devront faire l'objet de protocoles entre les entreprises

Travaux et interventions en élévation

- Travaux en élévation devront être réalisés avec des plates-formes ergonomiques adaptés et conformes, tels qu'échafaudages, plates-formes individuelles « gazelles », nacelles. Pour interdire tout risque de chute d'éléments utilisés ou manutentionnés lors des travaux en élévation, l'entreprise veillera selon les contraintes du chantier et l'évaluation des risques encourus, à la mise en place des moyens de prévention efficaces et adaptés de type collectif. Elle pourra définir un ordonnancement de ses interventions pour interdire toute superposition des tâches, mettre en place un périmètre de sécurité, attacher tout outils ou autres éléments mis en œuvre.

Travaux en façade et en couverture, élévation du personnel et des charges

Les travaux en façade et en couverture devront être réalisés sur des échafaudages de pied. Des recettes à matériaux devront être installés à tous les étages et bâtiments.

L'élévation du personnel devra être facilité par l'installation de moyens d'élévation mécaniques du personnel et des charges et de tours escaliers.

Balisage, périmètre de sécurité

- Balisage de la zone de travail, l'entreprise veillera à sécuriser ses zones d'interventions par la mise en place de protections collectives efficaces, afin d'éviter que des tiers ne pénètrent dans la zone à risque.

Chaque zone balisée devra faire l'objet d'une signalétique avec le nom de la société, et le tél + nom du chef de chantier

Eclairage

- Éclairage, privilégier le travail de jour, assurer l'éclairement des postes de travail, baliser les zones d'intervention.

Interventions successives ou simultanées, superposition des tâches

- Travaux superposés, les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre et l'entreprise dans la planification des travaux pour éviter les risques relatifs aux interventions successives ou simultanées.

- CHUTE DE HAUTEUR :

>Les protections collectives doivent continuellement être en place.

Avant d'accéder ou de travailler sur une zone, l'entreprise veille à la présence et l'adéquation des protections collectives.

La mise en œuvre des protections collectives s'effectue en sécurité.

Les zones de déchargement sont équipées d'un quai sauf en cas d'impossibilité technique où des mesures compensatoires sont mises en place.

Les protections collectives sont mises en place à partir d'une hauteur ou contexte pouvant provoquer un risque de chute supérieure.

La protection des trémies est assurée par des protections collectives pérennes et efficaces qui autorisent les interventions successives entre les différents intervenants.

- ELINGAGE ET LEVAGE :

>Les élingueurs seuls et habilités à élinguer sont formés et identifiés

Les élingueurs sont formés à l'élingage et aux gestes de commandement.

L'entreprise désigne, forme et habilite ses élingueurs.

Les entreprises soumises à convention de prêt de grue doivent disposer d'élingueurs formés.

>Les grutiers s'assurent de la présence d'un élingueur pour chaque opération de levage

Les grutiers procèdent à la montée et à la dépose d'une charge uniquement en la présence d'un élingueur.

Les opérations de levage sans contact visuel direct sont effectuées par un élingueur équipé d'une radio.

- BASCULEMENT OU RENVERSEMENT :

>Les matériels et éléments préfabriqués sont continuellement stabilisés (banches, échafaudages, PIR...)

La stabilisation des matériels et des éléments préfabriqués est assurée par des dispositifs adaptés.

Le dimensionnement des stabilisations hors standards fait l'objet d'une étude spécifique par l'entreprise.

Les stabilisations sont assurées, à chaque étape, jusqu'aux opérations de replis ou de mises en œuvre définitives.

>Les plateaux et passerelles sont posés conformément au plan de calepinage / sécurité

Les plans de calepinage/sécurité sont réalisés en concertation entre les entreprises et la MOE avant chaque montage de sorte d'installer un dispositif en adéquation avec les activités de chacune des entreprises.

La mise en œuvre des passerelles et plateaux est assurée par du personnel formé.

La vérification de la conformité après pose est assurée par du personnel formé.

Les modifications et adaptations des plans de calepinage/sécurité sont effectuées après concertation entre entreprises et la MOE, par du personnels apte et habilité à la prestation.

- ECRASEMENT AVEC ENGIN OU VEHICULES :

>Les circulations entre engins, véhicules et piétons sont identifiées et séparées

Les flux de circulations entre engins, véhicules et piétons sont matérialisés sur un PIC (Plan d'Installation de Chantier) évolutif (Dynamique). L'entreprise présente à ses salariés le PIC.

Les flux de circulations entre engins, véhicules et piétons sont séparés sauf en cas d'impossibilité où des mesures compensatoires sont mises en place (homme trafic, signalétique...).

Les PIC doivent privilégier une circulation en sens unique.

Toute manœuvre en marche arrière se fait en la présence d'un homme trafic.

>Les conducteurs de pelles s'assurent de la présence d'un guideur pour tout travail à proximité d'autres personnes

L'entreprise forme et sensibilise ses guideurs lors de ses 1/4 heure sécurité et accueils spécifiques.

Chaque personne devant entrer dans une zone de manœuvre se signale au guideur ou au conducteur

- ELECTRISATION :

L'entreprise s'assure

>Que les interventions sur installations électriques sont réalisées par des personnes habilitées

>De sensibiliser au risque électrique ses salariés et leurs précise les modalités requises pour réarmer un disjoncteur/sectionneur d'une armoire électrique.

>Que toute intervention hors réarmement est organisée par l'électricien désigné.

>D'identifier et repérer les réseaux aériens et souterrains

>De matérialiser et présenter à ses salariés sur le chantier les réseaux sensibles.

>D'identifier les réseaux par la réalisation des DICT et le repérage des réseaux existants et provisoires du chantier.

>Que ses opérations de terrassement à proximité de réseaux sont réalisées en la présence d'un guideur et d'un conducteur formés à l'AIPR.

>Que pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Que les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Que le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Qu'une procédure de consignation doit être formalisée.

>Que les interventions dans les locaux à risque et/ou sur équipements électriques devront être réalisées par du personnel apte et habilité au domaine de tension.

-POUSSIÈRES PRODUITS PULVERULENTS :

>Faire le choix des techniques, modes opératoires et équipements limitant la dispersion des polluants.

>Capter les polluants à la source

-AVOISINANTS, TIERS :

>Tenir compte de la présence des ouvrages, chantier, établissements concomitants ou avoisinants.

-NUISANCES SONORES ET VIBRATIONS :

>Respect des plages horaires définies par la MOE

>Limiter au maximum l'impact du chantier sur les riverains et avoisinants : engins de chantier adaptés au chantier et contraintes ouvrages voisins. Notamment ce concernant l'utilisation d'engins de chantier puissant à proximité des ouvrages, installations et réseaux avoisinants

(des installations ferroviaires de la SNCF, Cf. les directives applicables de CPCU, ENEDIS, SERVICE des eaux, assainissement, Telecom et autres concessionnaires, Cf. les directives applicables)

-RESEAUX :

>Réaliser les DICT, Identifier les réseaux sur le PIC,

>Baliser/signaler sur le chantier, notamment par piquetage / marquage au sol / sondages complémentaires / mise en place de portiques de signalisation / gabarit de passage => organisation à définir lors de la réunion préparatoire en concertation avec le MOE

-CIRCULATIONS/DEPLACEMENTS :

>Maintenir les circulations propres, balisées et dégagées

>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.

-NUISANCES SONORES :

>Respect des plages horaires définies par le MOE

>Limiter au maximum l'impact du chantier sur les riverains. Choisir la technologie la plus respectueuse de l'environnement, matériels, engins de chantier, outils, outillages.

-METEO :

L'entreprise prend en charge les risques liés aux contraintes météorologiques.

Le MO désignera une entreprise en charge de l'abonnement météo. Cette dernière s'assurera de l'affichage du bulletin météo au lieu d'affichage accessible à tous.

Les excavations, tranchées, les installations et aménagements du chantier seront asséchées le cas échéant.

En fonction des conditions météorologiques, les opérations sensibles devront être suspendues.

-CONDUITE, ENGINS DE CHANTIER :

>Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques.

>L'employeur s'assure de l'aptitude et de la compétence de son conducteur. Il repère les contraintes et les risques avec ce dernier. Il délivre à son salarié l'autorisation de conduite à ses conducteurs. Les engins doivent être vérifiés conformément à la réglementation, les résultats des vérifications doivent être consignés dans les carnets d'entretiens présents dans chacun des engins sur le chantier.

- ENSEVELISSEMENT OU EFFONDREMENT

>Toutes les fouilles, talus et soutènements provisoires sont sécurisés

Les fouilles et talus ainsi que les soutènements provisoires respectent les préconisations établies dans le rapport géotechnique.

Tout soutènement provisoire fait l'objet d'une note de calcul et d'un mode opératoire.

-TRAVAUX EN ELEVATION et ELEVATION de l'OUVRAGE :

>Les travaux devront être réalisés sur des plate-formes de travail ergonomiques équipées de dispositifs de prévention contre les risques de chute de type collectif.

>Les travaux en élévation sur les façades et toitures devront donner lieu à l'installation d'échafaudage. Cet échafaudage devra permettre les interventions des entreprises pour le ravalement, le bardage, les travaux de vêture des façades, la mise en place des menuiseries extérieures, de la serrurerie, des travaux de couverture, d'étanchéité

>Les zones d'étaisements spécifiques sont identifiées et dimensionnées

Les étaisements spécifiques sont identifiés lors de la préparation de chantier.

Les zones d'étaisements spécifiques sont présentées aux compagnons.

Les étaisements spécifiques sont dimensionnés par un service méthodes.

-ESPACES CONFINES :

Les moyens de prévention, de manière générale, il convient de procéder au recensement de toutes les situations dans lesquelles ce type d'intervention peut se produire.

Il convient que l'entreprise s'assure que :

>Les opérations sont parfaitement identifiées, prévues, préparées et maîtrisées en terme de risque pour les salariés ;

>Tous les risques ont été pris en compte.

>Les équipements sont adéquats (ex : calage des explosimètres sur le bon risque).

>Les procédures de travail sont rédigées au préalable, sont explicites décrivent bien le travail à réaliser, dans quelles conditions, avec le matériel adéquat, et qu'elles permettent d'effectuer le travail avec le minimum de contraintes.

>Le matériel prévu est opérationnel (vérifié et en bon état).

>Les salariés sont formés et informés en regard du travail à réaliser (habilitations, procédures, etc.).

>Les rôles de chacun en cas d'intervention à plusieurs salariés ou plusieurs entreprises sont parfaitement définis (consignation, surveillance, matériel, etc.).

>Toutes les mesures de prévention préconisées sont mises en œuvre.

>Si des écarts entre travail prescrit et travail réel se présentent, il faudra en évaluer l'impact sur les risques, en tenir compte pour revoir et réévaluer les mesures de prévention, et réajuster les procédures de travail en tenant compte de ces modifications.

>>Cf. Les espaces Confinés brochure INRS ED 6184.

Nota:

Les mesures de prévention qui découlent des RISQUES qui suivent ne sont pas limitatives. Selon les situations

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Le projet consiste à la construction d'un hangar métallique, se déclinant en plusieurs phases:

- Etude et contrôle du dimensionnement des fondations à l'aide des études de sol et plans de dallage fournis ;
- Terrassement et évacuation des terres ;
- Créer fondations et dalle béton de 27 m x 35 m avec ferrailages d'attente pour hangar structure métallique d'une emprise au sol égale à 25 x 25 m (plans fournis) ;
- Mise en place de marches d'escalier à l'arrière du hangar au niveau de la porte de sortie ;
- Réaliser les VRD :
- Raccorder au réseau des EP du centre à proximité ;
- Créer un point d'eau pour les sanitaires ;
- Créer une évacuation des eaux usées des sanitaires ;
- Créer le passage des fourreaux et câbles électriques jusqu'aux bureaux + branchements en devanture du hangar sur la dalle ;
- Reprise des voiries en bitume de la route à proximité jusque devant le hangar.

Adresse: LIEU-DIT 5001 BOIS DE SAINTE ASSISE 77447 SEINE PORT

Quartier: Centre de transmission Marine STE Assise

Attention site sensible soumis à une procédure stricte d'accès:

Le titulaire prend connaissance du règlement intérieur de l'emprise du centre de transmission de Sainte Assise ; il en informe tout son personnel et veille à ce qu'il soit appliqué par tous. Le personnel doit aussi respecter les consignes qui s'appliquent aux personnels du ministère de la défense, notamment celles concernant les autorisations d'accès, Voir annexe contrat sensible .

Il est à noter que :

Les travaux seront réalisés en site occupé. L'ensemble des interférences liées à la présence et la circulation du personnel seront prises en compte dans la planification et organisation du travail pour une meilleur régulation des accès et des flux. Les zones d'opérations feront l'objet d'un balisage et signalisation conforme. Une sensibilisation du personnel sur les futurs travaux devra être réalisée.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Appel d'offre,

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juillet 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 10

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

L'entreprise titulaire expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger

les différents déchets,

- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'ouvrage - maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

Il est important que les entreprises soient attentives aux points suivants :

- Économiser les ressources naturelles : énergie, eau, sol, matières premières,
- Limiter les pollutions (air, eau, sol),
- Réduire les nuisances sonores,

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 1 Lot, entreprise unique titulaire du marché

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : à définir

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	0671363049 jerome.pollissard@intradef.gouv.fr	JEROME POULLISSARD
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	6 Boulevard Archimède 77420 Champs Sur Marne	06 77 66 59 05 kally.elhadjmahmout@bur-eauveritas.com	Kally EL HADJ MAHMOUT
CRAM	CRAMIF 77	104 Allée des Amarylis 77196 Dammarie les Lys	prevention77.cramif@assurance-maladie.fr	Céline IM SAROEUN
Inspection du travail	DRIEETS 77 UC2 Section 5	DRIEETS Ile de France Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine et Marne 3 rue de la Galmy CS 10582 77701 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 4	ddets77-pit-uc2@seine-et-marne.gouv.fr	Carmen ZIEGLER
OPPBTP	OPPBTP Agence Ile-de-France	1, rue Heyrault 92660 Boulogne-Billancourt cedex	01 46 09 27 00 iledefrance@oppbtp.fr	—

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Les entreprises sont tenues au respect des divers engagements inscrits dans les pièces du marché. Le non-respect de ces obligations sera signalé au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre qui appliqueront les pénalités adaptées.

La rédaction du P.P.S.P.S. implique la participation de l'entreprise à une Visite d'Inspection Commune. Pour ce faire, cette Visite d'Inspection Commune, aura lieu avec suffisamment d'antécédence pour permettre à l'entreprise de soumettre son P.P.S.P.S. au CSPS. En tout état de cause, cette Visite d'Inspection Commune devra avoir lieu, au plus tard, DEUX SEMAINES avant la date d'intervention prévue sur le chantier.

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises. S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 E les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de

travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès au site fait l'objet d'une procédure décrite dans le CCTP, se conformer à celle-ci, l'article 8.1.

8.1. - Accès aux sites

Le délai d'obtention d'accès sur base est de 7 jours pour les personnes de nationalité Française et de 30 jours pour toutes les autres personnes.

Les formulaires de demandes de laissez passer seront transmis à l'attributaire du marché. L'ensemble des rubriques devra être renseigné faute de quoi la personne ne sera pas autorisée à accéder à la base.

Cette demande, obligatoirement dactylographiée, est à remettre ou à envoyer par mail au maître d'œuvre qui centralisera toutes les demandes d'accès.

Les entreprises (titulaire, sous traitants) font parvenir une demande de contrôle élémentaire pour chaque personne susceptible d'accéder à la base. Les règles des marchés sensibles n'autorisent pas les intérimaires, le personnel titulaire d'un accès doit être sous contrat dans l'entreprise.

Les fournisseurs, livreurs devront être accompagnés par les personnes désignées lors de l'établissement de l'ouverture de chantier (deux personnes au maximum par société, titulaire et sous traitants, en possession de badge signé) qui seront joignables en permanence par un téléphone de chantier.

La base se réserve la possibilité d'actualiser ce formulaire et de demander des informations supplémentaires relatives au personnel susceptible d'intervenir sur le centre de transmission de Sainte Assise sans que l'entreprise ne puisse effectuer une quelconque réclamation.

Il pourra être demandé au représentant de l'entreprise, après obtention de son laissez passer, de s'occuper lui-même des formalités d'accès base pour ses collaborateurs.

L'entreprise devra mettre à jour la liste des personnels de chantier au moins une semaine à l'avance, cette liste devra parvenir au maître d'œuvre le lundi de la semaine précédant l'intervention.

Toute personne n'étant pas inscrite sur cette liste se verra l'accès refusé au site.

Toute perte de badge doit être immédiatement déclarée. Le renouvellement du badge n'est pas systématique.

Les badges devront être restitués tous les soirs au poste de garde et leurs perceptions se feront tous les matins à compter de 8h00.

Tous les personnels de l'entreprise devront se présenter en même temps au poste de garde pour faciliter les accès.

Toute fraude par prêt de carte entraîne la mise en détention, dans un premier temps sur site par la compagnie de protection des fusiliers marins, avant la remise aux autorités judiciaires compétentes (zone police + gendarmerie maritime). L'entreprise pourra se voir sanctionnée financièrement.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Se conformer aux clauses du marché notamment l'article 7.1.

7.1. - Installation de chantier.

Avant le commencement des travaux, le titulaire devra soumettre au visa du maître d'œuvre tous les plans et précisions relatives aux installations de chantier à mettre en place.

Ces installations se répartissent de la manière suivante :

- Cabanes de chantier et bureau de chantier
- Zone de stockage à l'intérieur de la parcelle
- Ensemble des installations nécessaires pour l'hygiène et la sécurité du chantier
- Branchement eau potable à partir du réseau existant pour assurer les besoins du chantier,
- Installation électrique pour les besoins du titulaire. Les circuits d'éclairage et d'alimentation des postes de travail seront séparés.

Le titulaire est entièrement responsable de ses cabanes de chantier et il doit tous travaux d'entretien pour maintenir en permanence les lieux et les abords parfaitement propres.

Attention: La zone dédiée aux bennes et à la base vie de chantier devra être rendue close et indépendante, par des clôtures et/ou palissades de 2 m. de hauteur pour toutes les zones de chantier extérieures avec la signalétique réglementaire de chantier avec panneaux "chantier interdit au public" "port du casque obligatoire". Les portes, clôtures et/ou palissades devront être fermées en permanence.

3.2.2. Accès

L'accès au site fait l'objet d'une procédure décrite dans le CCTP, se conformer celle-ci, l'article 8.1.

3.2.3. Circulations

Les circulations véhicules et piétons doivent être établies et suivies par les entreprises, par le Plan d'Installation de Chantier établie par l'entreprise de Gros-Oeuvre.

Aucun stockage, même temporaire n'est autorisé dans les circulations.

Toute entreprise doit se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux conditions qui lui seront imposées, notamment en ce qui concerne les accès destinés aux personnels, aux véhicules et aux engins de chantier.

Les cheminements destinés aux personnels des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail doivent être notamment réalisés en respectant les points suivants :

- Balisage et séparation physique entre les circulations piétonnes et les voies empruntées par les véhicules,
- Eclairage général des zones où les personnels sont amenés à cheminer.

L'entreprise désignée par la maîtrise d'œuvre doit également conduire ses travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications et les réseaux traversant le chantier, notamment ceux qui intéressent la circulation des personnes et l'écoulement des eaux.

Les entreprises doivent prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur les voies publiques.

Cette obligation absolue de maintenir en permanence les accès :

- aux services de sécurité,
- aux piétons et aux véhicules,
- aux livraisons.

à pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser les gênes apportées.

3.2.4. Signalisation

En fonction des dispositions imposées par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'OEuvre et les différents services de police et de voirie, les signalisations et les éventuelles modifications de l'environnement dues au chantier sont à la charge de l'entreprise générale ; ces signalisations et modifications comprennent notamment :

- les déviations de trottoirs,
- les passerelles et platelages,
- les dispositifs de rétrécissement de chaussées,
- les ralentisseurs,
- les signalisations au sol,
- etc. (liste non exhaustive)

L'entreprise titulaire doit poser toute signalisation nécessaire sur les cloisonnements du chantier (interdiction d'accès, port des EPI...), et la signalisation permettant le repérage des cheminements réservés aux entreprises.

L'entreprise titulaire doit veiller au maintien des signalisations.

3.2.5. Stationnements

Des zones de stationnement pour les véhicules de livraison, les véhicules des entreprises doivent être établis en lien avec le MOA/MOE.

Ces zones de stationnement chantier doivent apparaître dans le PIC.

3.2.6. Stockage

L'entreprise titulaire définie, avec l'accord du MOA/MOE, les zones de stockage du chantier. Celles-ci doivent être dimensionnées de manière à pouvoir stocker tous les matériels, matériaux nécessaires pour le bon avancement du chantier, sans avoir à superposer les éléments et en conservant des circulations piéton dans ces zones.

Toute zone de stockage doit être clôturée par les mêmes barrières servant à clôturer le chantier et doit figurer sur le PIC.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Se conformer aux clauses du marché, notamment l'article 7.1 et 6.2

7.1. - Installation de chantier

Avant le commencement des travaux, le titulaire devra soumettre au visa du maître d'œuvre tous les plans et

précisions relatives aux installations de chantier à mettre en place.

Ces installations se répartissent de la manière suivante :

- Cabanes de chantier et bureau de chantier
- Zone de stockage à l'intérieur de la parcelle
- Ensemble des installations nécessaires pour l'hygiène et la sécurité du chantier
- Branchement eau potable à partir du réseau existant pour assurer les besoins du chantier,
- Installation électrique pour les besoins du titulaire. Les circuits d'éclairage et d'alimentation des postes de travail seront séparés.

Le titulaire est entièrement responsable de ses cabanes de chantier et il doit tous travaux d'entretien pour maintenir en permanence les lieux et les abords parfaitement propres.

6.2. - Protection des zones de travail

Le titulaire du marché doit assurer pendant toute la durée du chantier la protection et le balisage des zones de stockage des matériels et matériaux.

Le titulaire doit obtenir un chantier clos durant la réalisation de ces travaux. A cette fin il doit la pose, l'entretien et l'adaptation à l'avancement des travaux les éléments de protections suivants :

- Balustrades métalliques mobiles,
- Tresses de sécurité bicolores,
- Fermetures provisoires d'accès intérieurs.

L'entreprise doit effectuer également toutes les démarches nécessaires auprès des différents concessionnaires et services compétents pour réaliser ces réseaux provisoires de chantier.

Chaque branchement doit prévoir un sous-comptage et les consommations sont à la charge de l'entreprise. Les branchements doivent être répartis sur le site suivant besoin.

Les installations seront déposées en fin de chantier et les réseaux remis en état.

Installation électrique provisoire de chantier

Généralités:

L'installation électrique provisoire de chantier doit être exécutée par du personnel habilité et en respectant l'ensemble des normes en vigueur.

La vérification de cette installation doit être confiée à un organisme ou une personne agréé à la charge de l'entreprise générale ; cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit.

Les différents corps d'état doivent préciser à l'entreprise générale leurs besoins en électricité pour toute la durée de leurs travaux.

L'installation électrique provisoire de chantier doit être mise hors tension en dehors des horaires de travail des entreprises.

Plans de l'installation électrique provisoire de chantier

L'entreprise devra indiquer sur des plans la localisation :

- des armoires et coffrets électriques,
- des guirlandes 24 volts et des appareils d'éclairage,
- des réseaux électriques extérieurs (cheminements, armoires et éclairage).

Ces plans doivent être transmis, pour accord préalable, au Maître d'OEuvre et au Coordonnateur Sécurité.

Branchement électrique de chantier

A partir du point de livraison, l'entreprise doit réaliser l'installation électrique provisoire du chantier qui comprend, notamment et de façon distincte :

- l'armoire électrique générale du chantier et son raccordement au point de livraison,

- toutes les installations électriques nécessaires à l'alimentation des appareils de levage ainsi que des autres matériels fixes tels que les ascenseurs, échafaudages volants, etc.,
- l'installation électrique pour les besoins du cantonnement,
- l'installation d'éclairage prévue pour la circulation et le cheminement des personnels sur le chantier,
- les armoires et coffrets électriques, ainsi que les autres réseaux de distribution nécessaires aux besoins du chantier.

Le nombre d'armoires doit être calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m, avec au moins une armoire par niveau et par cage d'escalier.

L'entreprise d'électricité doit de surcroît, les réseaux de distribution extérieurs (éclairage et force) aux bâtiments, y compris l'alimentation des cantonnements et des sanitaires.

Les armoires électriques doivent en permanence être fermées à clé. Les coffrets électriques et les appareils d'éclairage doivent être installés de façon à ne pas gêner l'exécution des travaux des corps d'état secondaires (éloignement des murs et cloisons).

Les ascenseurs, les échafaudages volants et les plates-formes auto-élévatrices doivent avoir un branchement indépendant à partir de l'armoire générale de chantier.

Il doit y avoir également une séparation de l'alimentation de la force et de l'éclairage.

L'installation, l'entretien et la maintenance (y compris le remplacement des ampoules) doivent être assurés par l'entreprise d'électricité. Celle-ci doit posséder sur le site un électricien qualifié et habilité pendant la totalité de la période d'activité du chantier.

La dépose de l'installation électrique provisoire ainsi que des appareils d'éclairage doit être réalisée par l'entreprise.

Eclairage de chantier

L'entreprise d'électricité devra assurer les niveaux d'éclairement minimum suivants :

- 40 lux pour les zones et voies de circulation,
- 120 lux pour les réfectoires, les vestiaires et les sanitaires.

Cet éclairage doit permettre la circulation sur tout le chantier et ses abords.

Toutefois, l'éclairage des postes de travail reste à la charge de chaque entreprise qui doit mettre en œuvre des appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier.

Eclairage de sécurité

Une installation de sécurité (mise en place de blocs autonomes, par exemple), signalant les sorties de secours et assurant un minimum d'éclairage pour l'évacuation du personnel, doit être réalisée par l'entreprise générale.

- dans les escaliers (à tous les niveaux),
- dans les noyaux centraux des bâtiments en superstructure.

Protections des circuits par dispositifs différentiels

Les armoires et coffrets de l'installation électrique provisoire de chantier doivent posséder une protection différentielle par DDR 30 mA.

Matériel électrique

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises doit être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Il est rappelé que :

- les rallonges ainsi que les cordons d'alimentation des équipements électriques doivent posséder des câbles H 07 RNF et comporter des prises incassables et étanches,
- les enrouleurs doivent être de la catégorie B de la norme NFC 61 720,
- les baladeuses doivent être conformes à la norme NFC 71 008 et être équipées d'une verrine protégeant l'ampoule,
- les phares halogènes doivent être utilisés pour des éclairages indirects et devront comporter une grille de protection contre les risques de brûlure.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'entreprise titulaire doit assurer les installations de cantonnement pour tous les corps d'état en tenant compte des effectifs prévisionnels de toutes les entreprises ; chaque entreprise doit donc fournir à l'entreprise, ses

prévisions d'effectif pour toute la durée des travaux en incluant non seulement le nombre de ses propres salariés et personnels intérimaires mais également l'effectif prévisible des salariés de l'ensemble de ses sous-traitants.

Les emplacements réservés à ces installations doivent apparaître sur les plans d'installations de chantier établis par l'entreprise pendant la période de préparation.

L'entreprise générale doit réaliser la mise en place, l'équipement, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des installations de cantonnement ; elle assure également le démontage ainsi que l'évacuation de ces installations à la fin des travaux.

En ce qui concerne les travaux de montage et démontage des cellules préfabriquées à usage d'installations provisoires, mais également les travaux annexes tels que les raccordements de réseaux, les étanchéités, etc, l'entreprise générale doit :

Réaliser les opérations depuis le sol. A défaut, veiller à utiliser des cellules préfabriquées (vestiaires, réfectoire, bureaux, etc.) dont les toits sont équipés ou peuvent recevoir des dispositifs de protection collective contre les chutes de hauteur, sur tout le périmètre du toit.

Ces dispositifs doivent être situés en bordure du vide ou de la dénivellation. Ces dispositifs peuvent être des relevés ou garde-corps continus de forme et de résistance au moins équivalentes à celles d'un garde-corps normalisé, ou tout autre moyen d'efficacité au moins équivalente (ils devront être maintenus en place pendant toute la durée du chantier).

Privilégier les raccordements de fluides depuis les planchers bas des cellules.

De plus, lorsque des bungalows sont superposés ou posés sur une structure spécifique (structure portique métallique, etc.), veiller à la prise en compte des événements climatiques tels que le vent afin de prévenir les risques d'effondrement ou de chute des bungalows.

Mettre à disposition des salariés des installations leur permettant d'utiliser des sanitaires, de se changer, se restaurer, prendre une douche et se laver dans des conditions satisfaisantes d'hygiène.

Mettre à la disposition des salariés un cantonnement aux dimensions suffisantes, en égard au nombre d'occupants.

Le ratio d'espace retenu par salarié est de 3,70 m² minimum.

Le cantonnement devra être convenablement aéré, éclairé, comportant une isolation thermique en matériaux non inflammable, chauffé pendant la saison froide et maintenu en état constant de propreté.

La nature du sol et des parois de ces locaux doit permettre un nettoyage efficace au minimum une fois par jour pour l'ensemble des locaux et après chaque repas pour le réfectoire.

Pour réaliser une telle installation, privilégier la mise en place des blocs vestiaires, sanitaires et réfectoires reliés entre eux par un sas clos, chauffé pendant la saison froide. Les blocs doivent tenir compte des éléments suivants :

- Les installations doivent être conçues et mises en oeuvre de telle façon que l'alimentation et l'évacuation des fluides soient assurées en toutes saisons.
- L'accès aux installations doit pouvoir se faire à pied, au sec et en tenue de ville, depuis la voie publique.

Les cantonnements doivent être reliés au domaine public par des voies de circulation destinées aux piétons qui doivent pouvoir accéder et quitter ces installations sans salir leur tenue de ville. Les cantonnements doivent être disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans des zones de travaux ou des aires de stockage.

Les installations de cantonnement doivent répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité contre l'incendie.

Tous les frais afférents aux cantonnements sont à la charge des l'entreprise générale, y compris :

- les appareils extincteurs (extincteurs à eau pulvérisée pour les réfectoires),
- la vérification de l'installation électrique par un organisme agréé au lancement du chantier puis à chaque

modification ou tous les ans.

Des conteneurs poubelles destinés à recevoir les déchets « ménagers » issus des installations de cantonnement (réfectoires, notamment) doivent être mis en place par l'entreprise générale qui doit assurer, quotidiennement, la sortie, pour être vidées par la société d'enlèvement des déchets de la commune, et le nettoyage des poubelles vides.

Sanitaires

Les installations sanitaires doivent être mises en place et raccordées avant le début des travaux par l'entreprise générale.

- Installer des lavabos alimentés en eau à température réglable à raison d'un lavabo pour 5 personnes au plus, la surface affectée aux salariés devra être de 0,70 m² minimum,
- Installer des cabinets d'aisances à raison d'un cabinet et d'un urinoir (ou 2 cabinets) pour 20 personnes,
- Raccorder les lavabos au réseau d'eau potable,
- Raccorder les cabinets d'aisances aux réseaux d'eau et assainissement,
- Mettre à disposition des salariés, des douches dont la taille du receveur est de dimensions minimales 0,80 m x 0,80 m, comportant un sas, équipées de rideaux et de patères et alimentées en eau courante à température réglable,
- Assurer l'alimentation en eau de préférence à l'aide d'un chauffe-eau instantané de puissance adapté à une douche. A défaut, prévoir un ballon à accumulation d'une capacité de 150 litres et au moins 10 litres par salarié.

Réfectoires

L'entreprise doit :

- Equiper le réfectoire de tables et chaises en nombre suffisant par rapport à l'effectif du chantier. Un espace de 1,50 m² au minimum doit être prévu par place,
- Munir le réfectoire d'un moyen de conservation et de réfrigération des aliments,
- Munir le réfectoire d'une installation permettant de réchauffer les plats,
- Aménager dans le réfectoire un poste d'eau pour la vaisselle avec réglage de la température de l'eau.

Vestiaires

L'entreprise doit :

Installer dans le vestiaire, en nombre suffisant par rapport à l'effectif du chantier, des armoires individuelles à double compartiment.

Ces armoires doivent être ventilées, avec un système d'extraction d'air vicié à l'extérieur.

L'espace affecté au vestiaire doit être de 1,50 m² minimum.

Installer dans le vestiaire, des sièges ou des bancs

Sur simple constat du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre, ces derniers pourront faire procéder au nettoyage des installations de cantonnement par une entreprise du chantier ou extérieure.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les abords et les sorties du chantier doivent être maintenus dans un état de parfaite propreté. Tout manquement à cette prescription peut être sanctionné par un arrêt des travaux de l'entreprise défaillante qui devra immédiatement réaliser le nettoyage des zones concernées.

Les circulations doivent être nettoyées par toutes les entreprises, l'entreprise qui aura salie ou plus emprunté cette circulation devra la nettoyer.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage - maîtrise d'oeuvre s'assure que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Entreprise titulaire** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

Chargement / Déchargement :

Les aires de chargement et de déchargement doivent figurer sur les plans d'installations de chantier et doivent être évolutives en fonction de l'avancement des travaux. Ces aires et leurs voies d'accès doivent être délimitées matériellement (barrières ou clôtures) par l'entreprise générale qui doit veiller à leur maintenance et leur entretien pendant toute la durée du chantier.

Les aires de déchargement et de chargement des camions, doivent être équipées d'un quai de livraison. Ceux-ci doivent permettre l'accès en sécurité sur le plateau des camions et prévenir les risques de chute de part et d'autre. Les abords doivent être dégagés et maintenus en bon état.

DHOL :

L'entreprise générale doit remplir le formulaire DHOL (joint en annexe du présent document). Ce formulaire doit être joint au PPSPS et être remis à tous les sous-traitants.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise générale, y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Entreprise titulaire** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Accès	Entreprise titulaire	maître d'ouvrage	Fin du chantier
Circulations	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Signalisation	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Stationnement	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Stockage	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Réseaux provisoires de chantier	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Coffret électrique général	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Cantonnement	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Infirmier de chantier	S.O.		
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	Fin du chantier
PIC	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Protections collectives	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin du chantier
Accès hauteur communs	Entreprise titulaire	Entreprise titulaire	Fin des travaux en hauteur
Déchets - Gravats	Entreprise titulaire/TCE	Entreprise titulaire/TCE	Fin du chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 VRD - TERRASSEMENT - FONDATION - GO		VRD - Terrassement - VRD	Déplacement de plain-pied Environnement naturel Collision, heurt Chute d'objets, éclats Environnement naturel Inflammation, explosion Engins et matériels Collision, heurt Environnement naturel Rupture, effondrement Rupture, effondrement Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Engins et matériels Environnement naturel Engins et matériels Déplacement de plain-pied Collision, heurt Multi danger Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur	Se reporter à l'analyse de risque correspondante. "Prévention et réduction de la production des déchets, Tri, valorisation et traitement des déchets, Limitation des nuisances de chantier vis-à-vis des riverains" Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied . . Interrompre immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes. . MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier Respecter la charte chantier vert de l'Opération . . Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. Obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur . . .

				<p>Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGIN). ENGIN Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier</p> <p>Une procédure de consignation doit être formalisée Accès en toiture et protections collectives</p>
<p>2 STRUCTURE METALLIQUE - COUVERTURE - BARDAGE - MENUISERIE ET FERMETURE</p>			<p>Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion Travail en hauteur Engins et matériels Rupture, effondrement Travaux à point chaud Travail en hauteur Collision, heurt</p>	<p>Respect des protections et de leurs maintiens. État d'ordre et de propreté permanent. Évacuation des palettes et déchets au fur et à mesure.</p> <p>Accès en toiture et protections collectives Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles, tant pour le personnel d'exécution que pour le public.</p>
<p>3 INSTALLATION MODULAIRE</p>		Plâtrerie	<p>Produits dangereux Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Eclairage Manutention manuelle Chute d'objets, éclats Chute et heurt avec charge en mouvement Chute d'objets, éclats Travail en hauteur</p>	<p>Une procédure de consignation doit être formalisée Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place.</p>

				<p>.</p> <p>Objets.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Respect des protections collectives</p>
4 FAUX PLAFOND		Faux plafonds	Travail en hauteur Manutention manuelle Inhalation poussières Produits dangereux Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Eclairage Chute d'objets, éclats	<p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Une procédure de consignation doit être formalisée</p> <p>Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place.</p> <p>.</p> <p>Objets.</p>
5 MENUISERIE INTERIEURE		Menuiseries intérieures	Chute d'objets, éclats Produits dangereux Inhalation poussières Travaux à point chaud Chute d'objets, éclats Inflammation, explosion	Circulation et superposition de tâche interdites sous le poste de travail <p>.</p> <p>.</p> <p>Circulation et superposition de tâche interdites sous le poste de travail</p> <p>.</p>
6 REVETEMENTS DE SOL DURS		Revêtements de sols durs	Déplacement de plain-pied	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage.
7 CVC - PLOMBERIE / SANITAIRE		CVC - Plomberie sanitaire	Multi danger Travaux à point chaud Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Chute et heurt avec charge en mouvement Eclairage Déplacement de plain-pied Engins et matériels Manutention manuelle Multi danger Multi danger	Respect des protections collectives <p>.</p> <p>.</p> <p>Eclairage</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>TMS.</p> <p>.</p> <p>.</p>

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - VRD - TERRASSEMENT - FONDATION - GO

VRD - Terrassement - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (GBA lestées, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plateforme.	Emprunter les circulations piétonnes définies.
Environnement naturel	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.
Collision, heurt	Toute disposition devra être prise pour limiter les risques induits par la coactivité et notamment : Les engins de transports de terrassements seront munis d'un système sonore de recul. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied (Port du gilet de haute visibilité)	.
Chute d'objets, éclats	Le bord des fouilles et / ou des tranchées devront être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel	Interdiction de stocker en bordure de fouilles.
Environnement naturel	drainage des voiries provisoires	port du gilet fluo
Inflammation, explosion	En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement stoppé au voisinage jusqu'à ce que les autorités aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin ou à la destruction de l'engin.	Interrompre immédiatement les travaux.
Engins et matériels	Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées : - du guidage des véhicules et des engins,- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation. La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. De plus, chaque conducteur devra être en possession d'une « Autorisation de conduite » appropriée à la catégorie de l'engin qu'il conduit, établie et délivrée par son chef d'établissement. D'autre part, un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner devra être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices. Toutes les zones de travaux et aires d'évolution de ces engins devront être	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	délimitées par la mise en place de clôtures amovibles installées sur des plots en béton par les entreprises utilisatrices des engins. Chaque entreprise devra mettre en place une signalisation indiquant l'interdiction faite aux tiers de pénétrer dans les zones de travaux. Tous les engins ainsi que les véhicules de livraison et d'évacuation devront être équipés d'un signal sonore de recul.	
Collision, heurt	MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissante pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier	RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE
Environnement naturel	Respecter la charte chantier vert de l'Opération :- La prévention et réduction de la production des déchets,- Le tri, la valorisation et le traitement des déchets,- Le respect du SOGED (schéma d'organisation et de gestion des déchets),- Limitation des nuisances de chantier vis-à-vis des riverains,- Limitation des risques de santé des ouvriers,- Limiter les pollutions lors du chantier. Bac de rétention sous les cuves hydrocarburesNettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation	Respecter la charte chantier vert de l'OpérationBac de rétention sous les cuves hydrocarburesNettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.
Rupture, effondrement	Réalisation des tranchées pour canalisations, fourreaux, voirie avec mise en place de blindage ou réalisation de talutage, si hauteur > 1.30 et si hauteur > 2/3 largeur.Les tranchées devront être rebouchées à l'avancement, dans le cas contraire, matérialisation par filets orange, en retrait de l'ouvrage.	.
Rupture, effondrement	Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur). Se conformer aux préconisations du géotechnicien.Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulations des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place.. Surveillance permanente des travaux.	.
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	L'exécution des fouilles doit se faire par tronçons de 20 m qui doivent être remblayés à l'avancement, aucune fouille ne peut rester ouverte en fin de journée. Afin de supprimer les risques d'ensevelissement, l'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur - Interdiction de sortir de l'emprise du blindage. Ne jamais surcharger les bords de fouilles,	Éviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée
Engins et matériels	Terrassements généraux. Ceux ci seront réalisés en tenant compte du talutage demandé dans le rapport d'étude de sol. Celui ci n'étant pas joint au dossier, un talutage de 1 pour 1 sera réalisé. Les terres excédentaires seront évacuées au fur et à mesure pour laisser les espaces de stockages suffisant. La plate forme du bâtiment devra tenir compte de la circulation des engins de chantier autour du projet et donc déborder de la surface bâtiment.	.
Environnement naturel	drainage des voiries provisoires	port du gilet fluo
Engins et matériels	Réalisation des plateformes de l'opération avec une surlageur périphérique stabilisée de 3,00m, pour permettre les interventions depuis au moyen de nacelles, échaudages....	Réception des plateformes périphériques avant intervention et/ou installation d'équipements.
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Collision, heurt	MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier	RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE
Multi danger	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre.	.
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase	Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m</p> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée.</p> <p>Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier.</p> <p>Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection 30 MA.</p> <p>Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux DT, DICT, à faire par les intervenants (Moa + entreprises) S'assurer des piquetages des réseaux avant intervention et ouverture des fouilles Personnels habilités et formés</p>	<p>envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m</p> <p>Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension.</p> <p>Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité</p> <p>Lecture des retour des concessionnaires</p>
Travail en hauteur	<p>Mise en place d'un accès fixe (tour escalier, échafaudage...)</p> <p>Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération.</p> <p>En cas d'utilisation de filets en sous face de charpente : demander au charpentier les points d'accrochage possible des filets. Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies</p> <p>Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP</p>	.

Séquence : 2 - STRUCTURE METALLIQUE - COUVERTURE - BARDAGE -MENUISERIE ET FERMETURE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Matériaux stockés en toiture palettisés et attachés pour ne pas s'envoler Maintien des protections collectives en toiture mises en place par le lot ravalement. Protection en pied de la zone de manœuvre du treuil de toiture pour empêcher toute circulation et travaux à cet endroit lors des montées ou descentes de matériels, matériaux et déchets.	Réactivité nécessaire du lot ravalement quant aux besoins du lot étanchéité en terme de protection collective. Respect des balisages
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	Pas de travaux en coactivité. Pas de stockage dans les circulations.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Travail en hauteur	Vérification de l'adéquation de montage de l'échafaudage du ravaleur (lors de la convention de prêt) pour avoir des protections collectives conformes sur toute la périphérie de la toiture.	Lot ravalement doit faire les modifications nécessaires sur les protections collectives si besoin.
Engins et matériels	Approvisionnement : Aire de stockage à définir avec le Maître d'Œuvre à l'avancement du chantier. Signalisation sur l'échafaudage en bordure des accès chantier et chaussées publiques par des dispositifs réfléchissants ou lumineux (suivant analyse de risques et/ou arrêté de circulation). Malaxeur avec moteur insonorisé, protection des parties dangereuses. Orientation du malaxeur de telle sorte que les vents dominants éloignent de l'opérateur les gaz d'échappement et les poussières émises.	Circuler sur les voies d'accès repérées sur le PIC et matérialisées sur chantier, respecter les consignes de circulation et la vitesse limitée à 10 km/h. Pas de travaux au voisinage des échafaudages, du malaxeur.
Rupture, effondrement	Échafaudage adapté au stockage des matériaux (pierre, brique, gâche à mortier...)	Si échafaudage commun, définition par chacun des charges maxi apportées.
Travaux à point chaud	Protection des éclat et flash par balisage et/ou système d'écran protecteur.	Respect des balisages
Travail en hauteur	Mise en place d'un accès fixe (tour escalier, échafaudage...) Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération. En cas d'utilisation de filets en sous face de charpente : demander au charpentier les points d'accrochage possible des filets. Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	<p>Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul</p> <p>Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier</p> <p>Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.</p> <p>Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.</p> <p>Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers.</p>	<p>Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant</p> <p>Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.</p> <p>Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.</p> <p>Respect du balisage</p>

Séquence : 3 - INSTALLATION MODULAIRE**Plâtrerie**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Produits dangereux	<p>En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.</p>	.
Contact électrique direct ou indirect	<p>Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m</p> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être</p>	<p>Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m</p> <p>Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>privilégiées. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée.</p> <p>Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier.</p> <p>Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection 30 MA.</p>	<p>Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité</p> <p>Lecture des retour des concessionnaires</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement</p> <p>Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.</p> <p>Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.</p> <p>Pose des protections à l'avancement. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...).</p> <p>Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées.</p>	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.
Eclairage	Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.	.
Manutention manuelle	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière. Poser les plaques à plusieurs personnes ou à l'aide d'un lève plaques.	.
Chute d'objets, éclats	Neutraliser totalement la ou les zones	Ne pas intervenir lors de ces

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber. Condamner l'accès sous intervention ou mise en place d'un tunnel ou d'un auvent ou équipement adéquat.	phases dans les zones concernées. Respecter le balisage. Respecter le planning.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Avertir l'ensemble des acteurs du chantier lors des réunions hebdomadaires de toutes actions de grutage de manière à coordonner et à mutualiser la grue avec plusieurs acteurs. Isoler les zones d'emprises en tenant compte d'un périmètre de chute - liaison radio et personnel au sol si nécessaire.	.
Chute d'objets, éclats	Limiter le personnel lors de la démolition. Démolition réalisée essentiellement à l'aide d'engins avec protection conducteur. Pas de travaux en superposition de tâches. Neutralisation de la zone d'intervention.	Respect du balisage en place
Travail en hauteur	Respect des protections collectives existantes ou mise en place d'une protection au moins équivalente. Protections collectives provisoires à mettre en place si retrait des menuiseries créant un risque de chute de hauteur (menuiseries avec allèges fixes)	Pas de retrait des protections collectives mises en place.

Séquence : 4 - FAUX PLAFOND**Faux plafonds**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Les protections collectives doivent continuellement être en place. Avant d'accéder ou de travailler sur une zone, l'entreprise veille à la présence et l'adéquation des protections collectives. La mise en œuvre des protections collectives s'effectue en sécurité. Les zones de déchargement sont équipées d'un quai sauf en cas d'impossibilité technique où des mesures compensatoires sont mises en place. Les protections collectives sont mises en place à partir d'une hauteur ou contexte pouvant provoquer un risque de chute supérieure.	
Manutention manuelle	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière. Poser les plaques à plusieurs personnes ou à l'aide d'un lève plaques.	.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés,	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m</p> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiées. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée.</p> <p>Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier.</p> <p>Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection 30 MA.</p>	<p>Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m</p> <p>Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension.</p> <p>Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité</p> <p>Lecture des retour des concessionnaires</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement</p> <p>Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.</p> <p>Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.</p> <p>Pose des protections à l'avancement.</p>	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...). Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées.	
Eclairage	Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.	.
Chute d'objets, éclats	Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber. Condamner l'accès sous intervention ou mise en place d'un tunnel ou d'un auvent ou équipement adéquat.	Ne pas intervenir lors de ces phases dans les zones concernées. Respecter le balisage. Respecter le planning.

Séquence : 5 - MENUISERIE INTERIEURE**Menuiseries intérieures**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Pose de gardes corps ou d'éléments de serrurerie : Condamner par un balisage l'accès sous l'élément en cours de pose dans les escaliers, sur un balcon,...	Coordination avec le Maître d'œuvre et l'entreprise principale pour modifier provisoirement les cheminements piétons
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.
Travaux à point chaud	Protection des éclat et flash par balisage et/ou système d'écran protecteur.	Respect des balisages
Chute d'objets, éclats	Pose de gardes corps ou d'éléments de serrurerie : Condamner par un balisage l'accès sous l'élément en cours de pose dans les escaliers, sur un balcon,...	Coordination avec le Maître d'œuvre et l'entreprise principale pour modifier provisoirement les cheminements piétons
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.

Séquence : 6 - REVETEMENTS DE SOL DURS

Revêtements de sols durs

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.

Séquence : 7 - CVC - PLOMBERIE /SANITAIRE

CVC - Plomberie sanitaire

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité. Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité. Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Travaux à point chaud	Protection des éclat et flash par balisage et/ou système d'écran protecteur.	Respect des balisages
Travail en hauteur	Respect des protections collectives existantes ou mise en place d'une protection au moins équivalente. Protections collectives provisoires à mettre en place si retrait des menuiseries créant un risque de chute de hauteur (menuiseries avec allèges fixes)	Pas de retrait des protections collectives mises en place.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Avertir l'ensemble des acteurs du chantier lors des réunions hebdomadaires de toutes actions de grutage de manière à coordonner et à mutualiser la grue avec plusieurs acteurs. Isoler les zones d'emprises en tenant compte d'un périmètre de chute - liaison radio et personnel au sol si nécessaire.	.
Eclairage	Mise en place de l'éclairage provisoire de chantier par le l'entreprise générale dans le cadre de la préparation de chantier.	Si éclairage non suffisant, remonter information et/ou installation d'éclairage portatif.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Engins et matériels	"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Balisser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."	
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.

Séquence : 8 - CFO/CFA

Électricité CFO/CFA-SSI

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité. Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité. Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier. Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité

Séquence : 9 - TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Avant toute intervention de démolition l'entreprise devra s'assurer de la consignation des fluides.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	L'entreprise du lot Gros Ouvre devra s'assurer avant de procéder aux travaux de démolition de la stabilité de la structure porteuse. Elle devra mettre en place tous les moyens d'étalement pour éviter les risque d'effondrement de l'ouvrage. Elle devra également mettre en place un balisage de sécurité au moyen de barrières afin d'éviter la présence de personnes durant la phase de démolition. Elle devra s'assurer de la consignation des fluides avant intervention	.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Collision, heurt	Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul	Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant
Amiante	Plan de Retrait	.
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin incidence sur le fonctionnement de ces sites rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état	port des EPI adaptés
Rupture, effondrement	Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir le repérage des ouvrages voisins, leurs résistance et influences de la démolition sur leur stabilité Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Etalement provisoire à étudier. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire. Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.
Travail en hauteur	définir les modes opératoires pour garantir l'absence de chute de hauteur	.
Environnement naturel	après démolition stabilité des espaces restitué	.
Inhalation poussières	Afin de prévenir l'émission de poussières, l'entreprise procédera à une brumisation des gravats.	.
Rupture, effondrement	L'entreprise de démolition effectuera l'ensemble de ses travaux à l'aide d'EPI et	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	d'équipements adaptés, suivant la législation en vigueur (plan de retrait si découverte de matériaux amiantés). Etude, choix des modes opératoires et du matériels les mieux adaptés au travail à exécuter et aux risques générés, Choix de main d'œuvre qualifiée, encadrée et formée au mode opératoire retenu, Vérification de la stabilité des planchers de travail eu égard aux charges amenées, Vérification de la nature et de la salubrité des éléments à déposer, fournir les protections individuelles requises, Ordonnancement des tâches, étude du positionnement des différents opérateurs, Prendre toutes dispositions selon avancée de la technique pour réduire au maximum les nuisances de chantier (bruits ; poussières) Renforcement des aires d'évolution "fragiles", fermeture des regards et caniveaux pour le passage d'engins de chantier Humidification des gravois par aspersion,	
Chute d'objets, éclats	Limiter le personnel lors de la démolition. Démolition réalisée essentiellement à l'aide d'engins avec protection conducteur. Pas de travaux en superposition de tâches. Neutralisation de la zone d'intervention.	Respect du balisage en place
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Inhalation poussières	Afin de prévenir l'émission de poussières, l'entreprise procédera à une brumisation des gravats.	.
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage. Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	.
Rupture, effondrement	Coordination avec le charpentier ou le GO : Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...) Passerelle en périphérie : Coordination avec le GO pour le positionnement des points d'ancrage.Ou : échafaudage commun	Si échafaudage commun, définition par chacun des besoins, planning, charge, accessibilité...
Chute d'objets, éclats	Evacuation journalière des déchets présent sur la toiture. Interdire tout risque d'envol.Les bigs bags d'évacuation des matériaux doivent être en bon état et rempli en fonction des charges qu'ils sont capables de recevoir (étiquetage présent).	.
Travail en hauteur	Mise en place d'un accès fixe (tour escalier, échafaudage...) Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération. En cas d'utilisation de filets en sous face de	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>charpente : demander au charpentier les points d'accrochage possible des filets. Les filets de sous face ne pourront être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP</p>	
Collision, heurt	<p>Homme trafic pour guider les camions d'approvisionnement. Engins et camion équipés d'un avertisseur sonore et lumineux de recul</p> <p>Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier</p> <p>Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.</p> <p>Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manœuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.</p> <p>Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers.</p>	<p>Ne pas circuler en dehors des cheminements balisés. Porter un gilet réfléchissant</p> <p>Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.</p> <p>Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.</p> <p>Respect du balisage</p>

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise générale soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise générale
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi

longtemps que nécessaire.

- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage (couleur distincte).

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise désignée par le MOA est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise désignée par le MOA qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

4.4.1. Autorisation de survol

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier doivent isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyens et de résultats).

Les entreprises indiquent dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Se conformer aux prescriptions du marché notamment l'article 5 **PROTECTION INCENDIE**

l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier :

- Un ou plusieurs extincteurs efficaces contre les feux pouvant être provoqués sur les matériels, engins et véhicules employés,
- Un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique relevant de sa responsabilité,
- De plus il sera interdit d'allumer des feux nus.

Enfin il sera désigné par chantier un responsable assurant l'extinction des feux sur le chantier, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage ou de chalumeaux.

Mise en œuvre de sources de chaleur:

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au Maître d'œuvre d'une fiche (permis de feu) indiquant :

- les noms de l'opérateur et du responsable du chantier
 - la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
 - les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
 - les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.
- Ils peuvent être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'Œuvre.

NB/

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Pour les échafaudages de pied, les entreprises doivent notamment choisir un modèle de matériel permettant le montage et démontage en sécurité (MDS) : utilisation d'échafaudages avec garde-corps de montage et d'exploitation ou, à défaut, utilisation de garde-corps provisoires « de montage » pouvant être installés à partir des plateaux inférieurs. A ce sujet, les entreprises devront respecter scrupuleusement le décret n° 924 du 01/09/2004 et l'arrêté du 21/12/2004.

Ces échafaudages de pied, mis en place par le lot Façades, doivent être mis à la disposition de tous les corps d'état qui ont à exécuter des travaux en façade ou en pignon : couverture, zinguerie, descentes d'eau pluviale, serrurerie, menuiseries extérieures, peinture, etc. (liste non exhaustive).

Afin d'éviter les risques de chute d'objet et de propagation des poussières, tous les échafaudages doivent être équipés de filets petites mailles, de pare-gravats au niveau du R+1 et d'auvents adaptés à la nature et au poids des matériaux, outils et autres objets risquant de tomber. Ils doivent être installés par l'entreprise générale au-dessus et à l'aplomb :

- des accès au bâtiment,
- de tous les autres endroits où le passage des personnes ne peut être interrompu.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site et affiché sur l'échafaudage.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Nous rappelons que les travaux ne pourront se faire simultanément sur l'échafaudage, aucune superposition de tâches.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins

de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.

Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise et corps d'état doit assurer le nettoyage permanent des locaux dans lesquelles il intervient.

Afin d'avoir un état propre permanent des circulations, cages d'escaliers, escaliers, paliers d'étage, ascenseurs, etc. dans les zones dans lesquelles elle intervient, l'entreprise a à sa charge d'assurer, tous les soirs, le passage d'aspirateur avant nettoyage à l'aide d'une serpillère ou autre permettant de ne pas soulever les poussières dans les zones d'intervention.

Dans le cas d'une défaillance de nettoyage, l'entreprise exécutera le nettoyage nécessaire sur demande de la maîtrise d'ouvrage et/ou de la maîtrise d'œuvre.

Le chantier doit être maintenu propre en permanence durant toute la durée de l'exécution. Un nettoyage général quotidien doit être prévu par l'entreprise, des pénalités telles que prévues au C.C.A.P. seront appliquées si cette mesure n'est pas respectée.

Cette prestation concerne notamment le nettoyage des extérieurs et abords, ainsi que les parties communes. Le nettoyage sera repris à la demande de la MOE, dans le cas où ces derniers estiment que le nettoyage est à reprendre.

Si la maîtrise d'ouvrage ou le Maître d'oeuvre estiment que l'état de propreté n'est pas satisfaisant, ils feront intervenir une société aux frais de l'entreprise défaillante.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

S'agissant d'un chantier de réhabilitation dans lequel il y aura des démolitions effectuées, dès l'ouverture du chantier et pendant toute sa durée, chaque entreprise doit prévoir, dans le cadre de son marché, le stockage et l'évacuation de ses déchets liés à son marché, ceci comprend notamment la mise en place de bennes fermées avec couvercles.

Les déchets doivent être évacués soit dans des centres de stockage contrôlés, soit par des entreprises de recyclages spécialisées.

Le gestionnaire de chantier doit installer trois catégories de stockage :

- Déchets inertes : gravats, terre, sable, béton, brique, tuile, céramique, etc. Ils doivent être évacués dans des installations de classe 3.
- Déchets banals : palettes, bois, papier, cartons, plastiques, ferrailles, verre, plâtre, etc. Ils doivent être évacués dans des installations de classe 2 ou, si possible, envoyés chez un incinérateur agréé. Sous certaines conditions, le plâtre peut être évacué en tant que déchet inerte.
- Déchets d'emballage : ils doivent être soit valorisés, soit enlevés par les services de collecte de déchets ménagers des communes, soit considérés comme des déchets banals.
- Déchets industriels spéciaux : peintures, colles, emballages souillés, hydrocarbures, terres polluées, etc. Ils doivent être emballés séparément, de manière étanche, étiquetés, accompagnés d'un bordereau de suivi et enlevés par une entreprise de transport spécialisée. Ils sont destinés aux centres de stockage de classe 1.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :
 - D.I.C.T, (validité : 2 mois) - L'entreprise générale
 - Demandes d'arrêtés - L'entreprise générale
 - Autorisations concessionnaires - Les réseaux doivent être consignés dans les emprises de chantier avant le début des travaux de dépose par l'exploitant. La demande doit transiter par le MOE.Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol. Une copie sera adressée au coordonnateur.
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux sont exécutés à l'intérieur d'une résidence habitée.

Il est demandé de porter une attention particulière pour assurer la sécurité des ouvriers, résidents et visiteurs pendant le chantier, à la fois la sécurité contre les incendies et celle des personnes.

A ce but, tous les moyens doivent être prévus par l'entreprise (aménagement, cloisonnement, barrières, homme trafic, maintien des alimentations diverses telles que fluides-électricité-chauffage-etc., ...).

Chaque entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes, aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

Les entrées et sorties des véhicules doivent se faire sous la protection d'un chef de manœuvre qualifié, sachant que les piétons ont la priorité au voisinage des accès du chantier.

Le personnel des entreprises travaillant sur des parties de chantier sous circulation, doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant (homme trafic).

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet à priori lors de l'établissement du PGC.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Sans objet, mais tout travail par point chaud doit être protégé vis à vis des tiers (résidents, autre corps d'état,...) et des matériaux combustibles présents à proximité (analyse des risques préalable par les équipes d'intervention). Un extincteur est également obligatoire à proximité de tous travaux par point chaud et une surveillance de la zone pendant 2h après les travaux.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Sans objet

6.7. Locaux témoins

Des locaux témoins seront mis en place suivant les indications du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre. La sécurisation des accès est sous la responsabilité de l'entreprise assistée, éventuellement, des lots techniques concernés (protection contre chute d'objet, chute de hauteur & chute de plain-pied, etc . . .).

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Se conformer à l'organisation de secours au site.

Les procédures de secours en cas d'accident ainsi que les consignes en cas d'incendie doivent figurer sur le PPS-PS des entreprises et être affichées dans les locaux du personnel.

Le Coordonnateur et le Maître d'OEuvre doivent être informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

L'entreprise doit afficher dans les cantonnements les différents numéros d'appel d'urgence.

L'entreprise de désamiantage doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée), ou non, du confinement. (Alerte, Evacuation du chantier...)

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le point de rencontre des secours doit figurer sur le PIC.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 77/SEINE PORT/CONST HANGAR

Adresse : - 77240 SEINE PORT

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le point de rencontre des secours doit figurer sur le PIC.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP